

Mise en réseau des surfaces de promotion de la biodiversité (SPB)

Directives du Canton du Jura

Office de l'environnement (ENV)
Service de l'économie rurale (ECR)

1. INTRODUCTION ET BASES LEGALES	4
2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE CANTONALE	4
3. LANCEMENT D'UN NOUVEAU PROJET	4
3.1. DE L'ELABORATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CONTRIBUTIONS A SON APPROBATION	4
3.2. AIDES FINANCIERES POUR L'ELABORATION DU PROJET	5
4. OCTROI DES CONTRIBUTIONS	5
4.1. SURFACES DONNANT DROIT AUX CONTRIBUTIONS	5
4.2. MONTANTS DES CONTRIBUTIONS	5
4.3. PROCEDURE D'OCTROI DES CONTRIBUTIONS	6
4.3.1. <i>Dépôt des demandes</i>	6
4.3.2. <i>Délais</i>	6
4.3.3. <i>Examen du droit aux contributions</i>	7
4.3.4. <i>Durée d'engagement</i>	7
4.4. CONTROLES	7
4.5. REDUCTION DES CONTRIBUTIONS	7
5. ELABORATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CONTRIBUTIONS	7
5.1. PORTEUR DE PROJET	7
5.2. DONNEES DE BASE	8
5.2.1. <i>Informations concernant les espèces</i>	8
5.2.2. <i>Informations concernant les milieux</i>	8
5.3. CONTENU DU DOSSIER	9
5.3.1. <i>La description et la justification du périmètre</i>	9
5.3.2. <i>La description de l'organisation du projet</i>	10
5.3.3. <i>Les références consultées pour la définition des objectifs et des mesures</i>	10
5.3.4. <i>La description et la justification des objectifs du projet</i>	10
5.3.5. <i>La description et la justification des mesures prévues</i>	11
5.3.6. <i>La description de l'état initial</i>	11
5.3.7. <i>La description de l'état final souhaité</i>	11
5.3.8. <i>Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet</i>	12
5.3.9. <i>La description des synergies envisagées</i>	12
5.3.10. <i>L'estimation des coûts du projet</i>	12
5.3.11. <i>Le plan de financement</i>	12
5.3.12. <i>La convention d'exploitation</i>	12
6. ELABORATION D'UN RAPPORT INTERMEDIAIRE	13
7. ELABORATION D'UN RAPPORT FINAL ET POURSUITE DU PROJET	13
7.1. ELEMENTS DU PROJET A VERIFIER A LA FIN D'UNE PERIODE DE MISE EN RESEAU	13
7.1.1. <i>La dynamique du projet</i>	13
7.1.2. <i>La participation des agriculteurs au projet</i>	13
7.1.3. <i>L'évaluation des objectifs d'effet</i>	13
7.1.4. <i>L'évaluation des objectifs quantitatifs de mise en œuvre</i>	14
7.1.5. <i>L'évaluation des mesures (objectifs qualitatifs de mise en œuvre)</i>	14
7.1.6. <i>Le plan de l'état final</i>	14
7.1.7. <i>Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet</i>	14
7.1.8. <i>La description des synergies avec d'autres projets</i>	14
7.1.9. <i>Les coûts du projet et leur financement</i>	14
7.1.10. <i>Problèmes éventuels rencontrés</i>	14
7.2. POURSUITE DES PROJETS DE MISE EN RESEAU	14
8. MESURES EN FAVEUR DES ESPECES	15
8.1.1. <i>Prairies extensives et peu intensives</i>	15
8.1.2. <i>Surfaces à litière</i>	16
8.1.3. <i>Prairies riveraines de cours d'eau</i>	16
8.1.4. <i>Pâturages extensifs</i>	17
8.1.5. <i>Pâturages boisés</i>	17
8.1.6. <i>Jachères florales et jachères tournantes</i>	17
8.1.7. <i>Bandes culturales extensives</i>	17
8.1.8. <i>Ourllets sur terres assolées</i>	18

8.1.9.	<i>Haies, bosquets et berges boisées avec bande herbeuse</i>	18
8.1.10.	<i>Haies, bosquets et berges boisées en pâturage extensif ou pâturage boisé (Type 16)</i>	18
8.1.11.	<i>Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle</i>	20
8.1.12.	<i>Arbres fruitiers haute-tige, noyers, châtaigniers</i>	20
8.1.13.	<i>Arbres isolés</i>	20
9.	ANNEXES	21
	ANNEXE 1 : DECOUPAGE GEOGRAPHIQUE	21
	ANNEXE 2 : SITES INTERNET DES BASES DE DONNEES OFFICIELLES ET LISTES ROUGES	22
	ANNEXE 3 : ABREVIATIONS	22
	ANNEXE 4 : CHECK-LIST POUR L'EVALUATION DES RAPPORTS	

1. INTRODUCTION ET BASES LEGALES

Les projets de mise en réseau ont comme objectif le maintien et la promotion de la diversité naturelle des espèces sur la surface agricole utile. Dans ce but, des surfaces de promotion de la biodiversité (SPB) sont placées et entretenues de manière à créer des conditions favorables pour le développement et la dispersion des animaux et des plantes.

L'ordonnance fédérale sur les paiements directs (OPD) du 23 octobre 2013 introduit des contributions pour les SPB répondant aux critères définis dans le cadre des projets de mise en réseau.

Le Canton assume une part de responsabilité dans la mise en œuvre de l'ordonnance. Particulièrement, il lui revient de définir des directives cantonales en matière de mise en réseau, équivalentes aux exigences minimales définies par la Confédération. Leur application est également de sa compétence.

L'Ordonnance cantonale relative au versement de contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage (RSJU 910.14) du 24 juin 2014 est entrée en vigueur le 1er août 2014.

Les présentes directives définissent les critères et la démarche à suivre pour les projets de mise en réseau. Elles s'adressent principalement aux exploitants agricoles ainsi qu'aux initiateurs et porteurs de projet réseau.

2. ORGANISATION ADMINISTRATIVE CANTONALE

L'application de la mise en réseau est placée sous la responsabilité conjointe du Service de l'économie rurale (ECR) et de l'Office de l'environnement (ENV). Toutes les tâches inhérentes à son application seront assumées en étroite collaboration par les deux Services, l'ECR s'occupant plus particulièrement du volet administratif et du versement des contributions et l'ENV du volet scientifique.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées soit à ECR, soit à ENV.

Pour chacun des rapports de projets exigés dans cette directive, 1 exemplaire doit être transmis à l'ECR et 1 exemplaire à l'ENV pour approbation.

La version définitive des différents rapports sera également transmise en format électronique aux deux Services.

Adresses de contact:

Office de l'environnement
Chemin du Bel'Oiseau 12
2882 St-Ursanne

Service de l'économie rurale
Courtemelon / Case postale 131
2852 Courtételle

3. LANCEMENT D'UN NOUVEAU PROJET

3.1. De l'élaboration du dossier de demande de contributions à son approbation

De l'idée de la construction d'un réseau à son approbation par le Canton, le porteur de projet devra s'inscrire dans la démarche suivante :

1. **Contact préalable avec l'ENV ou l'ECR ;**
2. **Définition du périmètre ;**
3. **Estimation des surfaces et des montants des contributions pour la mise en réseau qui seront versées aux exploitants lors de la première année d'engagement ;**
4. **Soumission à l'ENV et l'ECR pour validation ;**
5. **Elaboration du dossier ;**
6. **Dépôt du dossier à l'ENV et l'ECR ;**
7. **Contrôle de conformité du dossier et évaluation du projet par l'ENV et l'ECR ;**

L'évaluation du projet sera effectuée à l'aide d'une check-list (Annexe 4).

8. **Décision d'approbation de l'Etat.**

3.2. Aides financières pour l'élaboration du projet

Pour la planification, l'élaboration et l'animation des projets, le PPL peut demander des aides financières. Le Canton, respectivement la Confédération, peuvent octroyer un appui financier, sous réserve des disponibilités budgétaires. Le taux est à déterminer.

La demande de soutien doit être adressée à l'ENV dès le lancement du projet.

4. OCTROI DES CONTRIBUTIONS

4.1. Surfaces donnant droit aux contributions

Donnent droit aux contributions, les SBP qui répondent aux critères suivants :

- a. Font partie de la surface agricole utile (SAU) ;
- b. Répondent aux critères de qualité de niveau I selon l'OPD ;
- c. Sont exploitées ou entretenues conformément aux critères définis dans le cadre d'un projet réseau.

Les types de SPB visés sont les suivants :

- a. Prairies extensives ;
- b. Prairies peu intensives ;
- c. Pâturages extensifs ;
- d. Pâturages boisés ;
- e. Surfaces à litière ;
- f. Haies, bosquets champêtres et berges boisées ;
- g. Prairies riveraines d'un cours d'eau ;
- h. Jachères florales ;
- i. Jachères tournantes ;
- j. Bandes culturales extensives ;
- k. Ourlets sur terres assolées ;
- l. Arbres fruitiers haute-tige ;
- m. Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres ;
- n. Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle ;
- o. Surfaces de promotion de la biodiversité spécifiques à la région (les charges et les conditions d'utilisation sont définies par l'ENV en accord avec l'ECR et l'OFAG).

4.2. Montants des contributions

Les contributions versées annuellement pour la mise en réseau sont les suivantes :

Prairies extensives	1000.- / ha
Prairies peu intensives	
Surfaces à litière	
Haies, bosquets champêtres et berges boisées	
Prairies riveraines d'un cours d'eau	
Jachères florales	
Jachères tournantes	
Bandes culturales extensives	
Ourlets sur terres assolées	
Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle	
Surfaces de promotion de la biodiversité spécifiques à la région (Type 16)	

Pâturages extensifs Pâturages boisés	500.- / ha
Arbres fruitiers haute-tige Noyers Châtaigniers Arbres isolés indigènes adaptés au site et allées d'arbres	5.- / arbre

La Confédération prend en charge 90 % des montants versés annuellement. Les 10% restants sont à la charge du canton. En cas de restrictions budgétaires cantonales, ces 10% pourront être pris en charge par d'autres tiers ou les montants revus à la baisse.

4.3. Procédure d'octroi des contributions

4.3.1. Dépôt des demandes

Les exploitants font la demande de mise en réseau pour chacune des SPB pour lesquelles ils veulent bénéficier des contributions, sur Acorda en même temps que le recensement agricole. Seules les SPB ayant fait l'objet d'une demande de mise en réseau sur Acorda pourront prétendre aux contributions correspondantes pour l'année en cours.

La liste des SPB annoncées pour la mise en réseau est ensuite transmise aux porteurs de projets réseau pour validation.

Annuellement, le porteur de projet transmet à l'ECR :

- a. Les conventions d'exploitations des nouveaux adhérents au projet ;
- b. Les modifications et les nouvelles SPB validées ainsi que les mesures qui s'y appliquent ;
- c. La localisation des SPB du réseau sous forme de données SIG.

4.3.2. Délais

Responsable	Objet	Délai
Porteur de projet	Annonce des nouveaux projets ou des extensions de périmètres existants à l'ECR et l'ENV avec les informations suivantes: a. Le périmètre du projet ; b. Les surfaces du projet (SAU, SPB) ; c. Le montant des contributions à prévoir pour la première année de contribution.	15 mars de l'année précédant la première année de contribution
Exploitants	Demande de mise en réseau des SPB sur Acorda.	Fin février, en même temps que le recensement
Porteur de projet	Dépôt du dossier de demande de contributions à l'ECR et l'ENV pour approbation.	30 avril de la première année de contribution
Porteur de projet	Transmission à l'ECR des éléments suivants : a. Conventions d'exploitation des nouveaux adhérents ; b. Modifications et nouvelles SPB validées ; c. Données SIG.	31 mai de l'année de contribution
Porteur de projet	Dépôt du rapport intermédiaire à l'ECR et l'ENV.	30 septembre de la 4^{ème} année de la période de mise en réseau

Responsable	Objet	Délai
Porteur de projet	Dépôt du rapport final et de la demande de reconduction du réseau à l'ECR et l'ENV.	30 septembre de la 8^{ème} année de la période de mise en réseau
ECR et ENV	Décision d'approbation du rapport intermédiaire et du rapport final	31 décembre de la 4^{ème} année pour le rapport intermédiaire et de la 8^{ème} année pour le rapport final

4.3.3. Examen du droit aux contributions

L'ECR vérifie le droit des requérants aux contributions pour la mise en réseau des SPB.

Seuls les exploitants ayant signé une convention d'exploitation pourront prétendre aux contributions.

Seules les SPB ayant fait l'objet d'une demande de mise en réseau lors du recensement donneront droit aux contributions.

4.3.4. Durée d'engagement

Les projets de mise en réseau sont planifiés sur une période de 8 ans et sont reconductibles. Les périodes d'engagement suivantes durent également 8 ans.

Il est possible de ne pas respecter strictement la période de huit ans prévue, si cela permet de coordonner ledit projet avec un autre projet de mise en réseau.

Les exploitants s'engagent, par la signature d'une convention, à exploiter les SPB mises en réseau selon les conditions définies jusqu'à échéance de la période du réseau.

En cas de réduction des montants des contributions prévues au chapitre 4.2., l'exploitant peut dénoncer la convention de manière anticipée. Cette clause doit figurer dans les conventions établies avec les exploitants.

4.4. Contrôles

Le Canton est responsable du contrôle de la mise en œuvre du projet. Il le fera sur la base des informations qui lui seront transmises par le porteur du projet. Les contrôles pourront être délégués aux préposés à l'agriculture ou aux organes de contrôles reconnus.

4.5. Réduction des contributions

Si des manquements sont constatés concernant le respect des mesures d'exploitation définies dans le projet de mise en réseau, une réduction des contributions est appliquée selon les dispositions prévues dans l'Annexe 8 de l'OPD.

5. ELABORATION DU DOSSIER DE DEMANDE DE CONTRIBUTIONS

L'obtention des contributions pour la mise en réseau nécessite l'élaboration d'un dossier ainsi que son approbation par le Canton. Un porteur de projet doit être clairement identifié et le contenu du dossier doit suivre une structure bien définie.

5.1. Porteur de projet

Le porteur du projet peut être le Canton ou un porteur de projet local (ci-après PPL).

Le PPL peut être :

- a. Une microrégion ;
- b. Plusieurs communes ;
- c. Une commune ;
- d. Une association ou fondation ;
- e. Un syndicat (syndicat d'améliorations foncières, par exemple) ;

- f. Un groupe d'agriculteurs ;
- g. Un groupe de citoyens ;

Un spécialiste en environnement doit être associé au PPL afin de garantir la cohérence scientifique du projet.

Les tâches du PPL sont les suivantes :

- a. Être le partenaire du Canton ;
- b. Collaborer étroitement avec les agriculteurs concernés par le projet ;
- c. Informer les acteurs locaux concernés ;
- d. Assurer la définition, la mise en œuvre et le suivi des mesures ;
- e. Présenter le projet au Canton ;
- f. Assurer le financement de l'animation du projet ;
- g. Transmettre au Canton la liste des agriculteurs et des SPB répondant aux critères définis dans le projet ;
- h. Etablir un rapport intermédiaire après 4 ans ;
- i. Etablir rapport final après 8 ans et faire une éventuelle demande de renouvellement pour une nouvelle période de 8 ans.

5.2. Données de base

5.2.1. Informations concernant les espèces

Le Canton du Jura a élaboré ses lignes directrices pour la mise en réseau des SPB et défini ses objectifs régionaux prioritaires¹. Cette étude a repris le découpage géographique du Canton en 11 régions homogènes (Annexe 1) opéré dans le cadre de la révision du Plan directeur cantonal².

Le choix d'espèces cibles et caractéristiques a été réalisé et ces espèces ont été regroupées par guildes homogènes. Sur cette base et sur celle du découpage géographique susmentionné, les objectifs, pour chaque région, ont pu être définis en vue d'assurer la conservation des espèces retenues. La physionomie des réseaux régionaux a ainsi pu être définie, en décrivant les types de SPB à mettre en place et les fonctions de ces dernières (réservoirs, relais, corridors ou zones-tampon).

Ce document représente donc un outil incontournable pour les porteurs de projet. Toutefois, le porteur de projet pourra proposer des objectifs alternatifs basés sur d'autres espèces cibles ou caractéristiques. Pour ce faire le PPL peut obtenir des informations issues des bases de données officielles, à savoir :

- a. Centre national de données et d'informations sur la flore de Suisse (Infoflora);
- b. Centre suisse de cartographie de la faune (CSCF) ;
- c. Centre de coordination pour la protection des amphibiens et des reptiles de Suisse (KARCH) ;
- d. Station ornithologique suisse de Sempach.

Il pourra également tenir compte des données fiables fournies par des naturalistes connaissant bien la région.

Le Canton se réserve le droit d'accepter ou non ces objectifs, qui doivent être jugés équivalents aux objectifs cantonaux. Le Canton veillera en particulier à ce que ces objectifs n'entrent pas en contradiction avec la conservation d'espèces menacées, rares ou pour lesquelles le Canton porte une responsabilité particulière.

5.2.2. Informations concernant les milieux

Les documents de base à consulter sont les suivants :

- a. Les inventaires et conceptions directrices de la Confédération :
 - Hauts-marais ;
 - Bas-marais ;

¹ Bureau Natura 2006 – OQE – Volet mise en réseau des SCE, Définition des espèces cibles et des objectifs régionaux, rapport interne 221.01, Office des eaux et de la protection de la nature, St-Ursanne.

² Le paysage jurassien : diagnostic, groupe de travail Nature et Paysage de la révision du Plan directeur Cantonal 2002, rapport interne, St-Ursanne, pp. 20.

- Sites marécageux ;
 - Zones alluviales ;
 - Sites de reproduction des batraciens ;
 - Prairies et pâturages secs ;
 - Objets figurant à l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale (IFP) ;
 - Réseau écologique national (REN).
- b. Les inventaires cantonaux :
- Bas-marais ;
 - Prairies et pâturages secs ;
 - Réserves naturelles ;
 - Géotopes ;
 - Paysages dignes d'intérêt ;
 - SPB des niveaux de qualité I et II;
- c. Les documents à disposition au niveau local :
- Plan directeur « nature – paysage » ;
 - Conceptions d'évolution du paysage (CEP) ;
 - Plan d'aménagement local (PAL) ;
 - Inventaires locaux.
- d. Les documents scientifiques reconnus.

5.3. Contenu du dossier

Le projet présenté par le PPL doit comprendre les points suivants :

- a. La description et la justification du périmètre (voir chapitre 5.3.1.) ;
- b. La description de l'organisation du projet (voir chapitre 5.3.2.) ;
- c. Les références consultées pour la définition des objectifs et des mesures (voir chapitre 5.3.3.) ;
- d. La description et la justification des objectifs du projet (voir chapitre 5.3.4.) ;
- e. La description et la justification des mesures prévues (voir chapitre 5.3.5.) ;
- f. La description de l'état initial accompagné d'un plan (voir chapitre 5.3.6.) ;
- g. La description de l'état final accompagné d'un plan (voir chapitre 5.3.7.) ;
- h. Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet (voir chapitre 5.3.8.) ;
- i. La description des synergies envisagées (voir chapitre 5.3.9.) ;
- j. L'estimation des coûts du projet (voir chapitre 5.3.10.) ;
- k. Le plan de financement (voir chapitre 5.3.11.) ;
- l. La convention d'exploitation (voir chapitre 5.3.12.).

5.3.1. La description et la justification du périmètre

Le périmètre du projet doit :

- a. Être défini de manière à ce qu'il permette d'atteindre les objectifs visés ;
- b. Tendre à former ou à s'inscrire dans une entité paysagère/biogéographique homogène. Le porteur du projet pourra s'appuyer pour ce faire sur le travail préalable effectué par le Canton qui a décrit un cadre général formé de onze entités paysagères homogènes (voir point 4.2. et Annexe 1) ;
- c. Couvrir en principe au minimum 100 ha de SAU ;
- d. Figurer sur un plan, de préférence à l'échelle 1:25'000.

5.3.2. La description de l'organisation du projet

- a. Le PPL est mentionné, notamment les membres du groupe de projet et leurs fonctions ;
- b. La liste des personnes associées (agriculteurs, experts,...) est dressée ;
- c. Les contacts pris avec les communes, les services de l'Etat, les associations intéressées sont indiqués ;
- d. L'état des contacts avec les exploitants concernés est décrit. Il convient d'associer les exploitants au projet dès son initiation.

5.3.3. Les références consultées pour la définition des objectifs et des mesures

L'ensemble des données, inventaires, documents (voir point 4.2.) consultés pour l'élaboration du projet doit être mentionné.

5.3.4. La description et la justification des objectifs du projet

Les objectifs et les mesures constituent l'élément central de tout projet. Les objectifs doivent être compréhensibles, mesurables, scientifiquement fondés et réalisables selon un calendrier fixé.

Objectifs d'effet

Le projet définit des buts en matière de promotion de la diversité floristique et faunistique. Les réseaux doivent répondre principalement à des objectifs de conservation des espèces faunistiques et floristiques. Les buts sont formulés à l'aide d'espèces « cibles » et « caractéristiques ».

Les espèces cibles sont des espèces menacées (liste rouge) pour lesquelles le périmètre complet ou partiel du projet assume une responsabilité particulière.

Les espèces caractéristiques sont des espèces « typiques » d'un habitat (tel que haies, prairies sèches ou humides,...) présent à l'intérieur du périmètre complet ou partiel du projet. On les trouve en permanence et/ou en plus grand nombre que dans d'autres régions.

Les objectifs doivent contribuer à renforcer les effectifs de ces espèces.

Si le périmètre du projet a été scindé en différentes entités paysagères, des espèces cibles et caractéristiques doivent être définies pour chaque entité.

Il faut en principe désigner au moins 3 espèces à protéger ou à favoriser. Le choix des espèces doit être diversifié.

Les espèces cibles sont choisies en priorité.

La présence potentielle ou effective d'espèces cibles et caractéristiques représentant au mieux la diversité des milieux doit être examinée au cours de visites sur le terrain. Ces visites doivent être entreprises au moins au départ du projet et la fin de chacune des périodes de mise en réseau. Des secteurs d'observation des espèces doivent être définis et reportés sur un plan.

Nous recommandons d'annoncer aux institutions (notamment CSCF, KARCH, Station ornithologique de Sempach, Info Flora) les nouvelles données relevées sur la présence des espèces.

Objectifs quantitatifs

Des objectifs quantitatifs de mise en œuvre doivent être établis.

Il convient de viser l'objectif suivant : 5 % au moins (valeur cible) de la SAU, par zone agricole, doivent être des SPB de qualité particulièrement bonne au plan écologique, au terme de la première période de mise en réseau de 8 ans.

Pour les périodes suivantes de mise en réseau, une valeur cible de 12 % de SPB dans la SAU, par zone agricole, doivent être exigés, dont 50 % au moins doivent être de qualité particulièrement bonne au plan écologique.

Sont considérées comme SPB de qualité particulièrement bonne au plan écologique :

- a. Les surfaces qui satisfont aux critères du niveau de qualité II ;
- b. Les surfaces qui sont exploitées en qualité de jachère florale, de jachère tournante, de bande culturale extensive, d'ourlet sur terres assolées ;
- c. Les surfaces qui sont exploitées conformément aux exigences liées à l'espace vital des espèces cibles et caractéristiques sélectionnées (correspondent aux surfaces en réseau).

Enfin, les outils permettant d'évaluer l'efficacité du projet doivent être décrits.

5.3.5. La description et la justification des mesures prévues

Le PPL doit définir un programme de mise en œuvre. Les mesures précisent ce qui doit concrètement être mis en place pour atteindre les objectifs définis. Elles dépendent étroitement des besoins écologiques des espèces cibles et caractéristiques choisies. On indiquera à l'aide de valeurs cibles chiffrées :

- a. Le(s) type(s) de SPB qui permettent de répondre aux buts définis ;
- b. La taille minimale de ces SPB ;
- c. La distance maximale entre les SPB et/ou les milieux naturels en réseau ;
- d. La superficie des SPB de chaque type à mettre en place dans le périmètre (min/max) ;
- e. Si nécessaire, la qualité minimale requise des SPB ;
- f. Le mode d'entretien des SPB défini en fonction des besoins des espèces cibles et caractéristiques.

Les SPB seront de préférence aménagées dans les zones déficitaires, mais également le long des cours d'eau (en tenant compte de l'espace nécessaire pour l'accomplissement des différentes fonctions des cours d'eau), des forêts, des milieux naturels dignes de protection (sous forme de zones-tampon, par exemple) et comme extension de SPB existantes, ceci afin de créer un maillage de milieux qui satisfait aux exigences des espèces cibles et caractéristiques.

La distance maximum souhaitée entre les éléments formant le maillage du réseau étant de 200 mètres, les zones déficitaires seront définies en mesurant une distance de 100 m autour des éléments naturels et des SPB représentant une surface. Les vergers peuvent être considérés comme une entité surfacique qui peut être prise en compte pour la définition des zones déficitaires. Les éléments ponctuels, tels que les arbres isolés, ne seront par contre pas pris en compte.

5.3.6. La description de l'état initial

L'état actuel du paysage doit être décrit et reporté sur un plan, à savoir :

- a. Le périmètre du projet ;
- b. Les surfaces recensées par les inventaires fédéraux, cantonaux et communaux ;
- c. Les éléments paysagers, milieux naturels et semi-naturels sur la SAU et hors SAU (milieux humides, prairies et pâturages secs, cours d'eau, plans d'eau, fossés, haies, bosquets, arbres isolés, vergers, surfaces rudérales, gravières, forêts, lisières, milieux particuliers,...) ;
- d. Les surfaces et les types de SPB présentes en mentionnant leur niveau de qualité ;
- e. Les surfaces faisant l'objet d'une convention d'entretien ;
- f. Les zones de protection des eaux souterraines ;
- g. Les corridors faunistiques et le REN ;
- h. Les zones à bâtir légalisées et prévues ;
- i. Les secteurs à fonction naturelle et paysagère dans le plan directeur communal ou dans le cadre d'une CEP ;
- j. Les zones d'estivage ;
- k. Toutes les informations spatiales supplémentaires pouvant servir à la définition des objectifs du projet.

L'échelle choisie pour la représentation cartographique doit être adaptée au périmètre. En règle générale, les plans utilisés pour les projets de moins de 1'000 ha seront à l'échelle 1:5'000, pour les projets de plus de 1'000 ha, l'échelle recommandée est 1:10'000.

5.3.7. La description de l'état final souhaité

L'état souhaité à la fin de la période doit être décrit et reporté sur un plan.

Le plan de l'état initial sert de base, et tout ce qui y figure sera repris sur le plan de l'état final.

Les informations complémentaires suivantes doivent être indiquées :

- a. Les types de SPB souhaitées ;
- b. La taille (surface par type de SPB) requise ;
- c. L'emplacement des SPB ;

- a. La vision générale de la localisation des différentes mesures est indispensable. Cependant, il est nécessaire de garder une certaine souplesse pour les phases d'application. L'agriculteur doit avoir la possibilité de choisir l'emplacement et la taille des SPB concernées, pour autant que les objectifs soient respectés. Il n'est donc judicieux de reporter avec précision les limites de la parcelle sur le plan « état final » que si l'agriculteur a déjà donné son accord ;
- d. Les zones déficitaires ;
- e. L'indication d'éventuelles mesures touchant des surfaces situées hors SAU (milieux naturels, forêts, surfaces en zone à bâtir,...).

5.3.8. Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet

Le calendrier de la mise en œuvre est présenté. Il définit la réalisation des différentes étapes du projet avec les mesures prévues.

5.3.9. La description des synergies envisagées

Dans la mesure du possible, le PPL devra rechercher des synergies avec les projets de protection des ressources naturelles et d'aménagement du paysage ayant cours à l'intérieur du périmètre considéré.

Exemple de synergies :

- a. La lutte contre l'érosion ;
- b. La protection contre les crues ;
- c. La protection des eaux souterraines ;
- d. Les projets de délimitation de l'espace réservé aux eaux ;
- e. Les projets de réseaux voisins ;
- f. Les projets de qualité du paysage ;
- g. Les projets liés à la LPN ;
- h. Les projets de CEP ;
- i. Les autres utilisations à l'intérieur du périmètre (tourisme, activités de loisirs, sentiers didactiques,...).

5.3.10.L'estimation des coûts du projet

Les coûts engendrés par la réalisation du projet sont à évaluer. Les postes suivants sont notamment à considérer :

- a. La planification et l'animation du projet ;
- b. La mise en œuvre des mesures dans la SAU (semis, plantations,...) ;
- c. La mise en œuvre des mesures hors SAU (création et/ou revitalisation de milieux naturels,...) ;
- d. Le suivi scientifique des espèces ;
- e. L'élaboration des différents rapports ;
- f. Tout autre élément ayant une incidence financière sur le projet.

5.3.11.Le plan de financement

Le financement des coûts décrits ci-dessus doit également être défini. Les différents partenaires et leurs contributions respectives sont mentionnés.

5.3.12.La convention d'exploitation

Les exploitants seront informés par le PPL de la procédure d'adhésion et des mesures d'exploitation définies en fonction des espèces cible et caractéristiques du projet. Afin de pouvoir bénéficier des contributions, les exploitants auront recours à un conseil individuel ou en groupes de la part du spécialiste en environnement ou des vulgarisateurs agricoles.

Le PPL signera ensuite une convention d'exploitation avec chacun des exploitants adhérant au projet. Cette convention fixe les modalités d'adhésion et d'engagement.

Un document comprenant le détail des mesures à appliquer sur chacune des SPB en réseau ainsi qu'un plan sera transmis à l'exploitant.

Un exemplaire de la convention d'exploitation qui sera signée avec les exploitants doit être transmis au Service de l'économie rurale.

6. ELABORATION D'UN RAPPORT INTERMEDIAIRE

A la fin de la 4^{ème} année de chacune des périodes d'engagement d'un projet de mise en réseau, le PPL adresse au Canton un rapport intermédiaire contenant les éléments suivants :

- a. La dynamique du projet (contacts, animation) ;
- b. La participation des agriculteurs au projet ;
- c. L'avancement du projet en fonction du calendrier établi ;
- d. L'évaluation des objectifs fixés à 4 ans (surfaces et qualité des SPB) ;
- e. La situation financière du projet ;
- f. Les problèmes éventuels rencontrés et les solutions proposées ;
- g. Le plan de l'état intermédiaire indiquant au moins l'emplacement actuel des SPB.

L'évaluation du rapport intermédiaire sera effectuée à l'aide d'une check-list (Annexe 4).

7. ELABORATION D'UN RAPPORT FINAL ET POURSUITE DU PROJET

A la fin de la 8^{ème} année de chacune des périodes d'engagement d'un projet de mise en réseau, le PPL adresse au Canton un rapport final et une éventuelle demande de reconduction du projet pour une nouvelle période.

Le rapport final et la demande de reconduction seront évalués à l'aide d'une check-list (Annexe 4).

7.1. Eléments du projet à vérifier à la fin d'une période de mise en réseau

Le bilan présenté par le PPL doit comprendre les points suivants :

- a. La dynamique du projet (voir chapitre 7.1.1) ;
- b. La participation des agriculteurs au projet (voir chapitre 7.1.2) ;
- c. L'évaluation des objectifs d'effet (voir chapitre 7.1.3) ;
- d. L'évaluation des objectifs quantitatifs de mise en œuvre (voir chapitre 7.1.4) ;
- e. L'évaluation des mesures (objectifs qualitatifs de mise en œuvre) (voir chapitre 7.1.5) ;
- f. Le plan de l'état final (voir chapitre 7.1.6) ;
- g. Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet (voir chapitre 7.1.7) ;
- h. La description des synergies avec d'autres projets (voir chapitre 7.1.8) ;
- i. Le décompte financier du projet (voir chapitre 7.1.9) ;
- j. Les problèmes éventuels rencontrés (voir chapitre 7.1.10).

7.1.1. La dynamique du projet

Les contacts et l'animation du projet réalisés durant la période écoulée doivent être décrits.

7.1.2. La participation des agriculteurs au projet

La progression du taux de participation des agriculteurs durant la période du projet doit être représentée. Une liste des adhérents doit être jointe au rapport.

7.1.3. L'évaluation des objectifs d'effet

Les effets de la mise en réseau sur les espèces-cibles et caractéristiques doivent être évalués. L'évolution des populations des espèces doit être indiquée sur la base du suivi réalisé lors du démarrage du réseau et à la fin

de chacune des périodes de mise en réseau. Le catalogue des espèces doit être examiné et adapté si nécessaire en cas de reconduction du projet.

7.1.4. L'évaluation des objectifs quantitatifs de mise en œuvre

Pour ce qui concerne les SPB, leur type, leur quantité ainsi que leur situation géographique doivent être déterminés.

Afin d'évaluer ces objectifs, les éléments suivants doivent être présentés, par zone agricole :

- a. Superficie des SPB initiales dans le périmètre, par type et par niveau de qualité
- b. Superficie des SPB totales et des SPB en réseau prévues, par type et par niveau de qualité
- c. Superficie des SPB totales et des SPB en réseau à la fin de la période, par type et par niveau de qualité
- d. Superficie et proportion des surfaces de qualité particulièrement bonne

Les objectifs quantitatifs demandés au chapitre 5.3.4 doivent être évalués.

7.1.5. L'évaluation des mesures (objectifs qualitatifs de mise en œuvre)

Les prescriptions particulières en matière d'exploitation et de revalorisation des SPB qui sont décrites dans les différentes mesures spécifiques aux espèces doivent être respectées afin d'obtenir les contributions à la mise en réseau.

Ces mesures ainsi que leur application dans la pratique doivent être évalués et adaptés si nécessaire en cas de reconduction du projet.

7.1.6. Le plan de l'état final

Le plan de l'état final souhaité (voir chapitre 5.3.7) doit être mis à jour selon les SPB et les différentes mesures mises en place.

7.1.7. Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet

Le calendrier de la mise en œuvre est présenté. Il définit la réalisation des différentes étapes du projet avec les mesures réalisées.

7.1.8. La description des synergies avec d'autres projets

La description des synergies avec d'autres projets de protection des ressources naturelles et d'aménagement du paysage doit être présentée.

7.1.9. Les coûts du projet et leur financement

Les coûts engendrés par la réalisation du projet ainsi que leur financement doivent être présentés. Les différents partenaires et leurs contributions respectives sont mentionnés.

Les postes énumérés au chapitre 5.3.10 sont à considérer.

7.1.10. Problèmes éventuels rencontrés

Les éventuels problèmes rencontrés durant la période d'engagement doivent être signalés, de même que les solutions proposées pour leur résolution.

7.2. Poursuite des projets de mise en réseau

Sur la base du rapport final fourni par le PPL, le projet de mise en réseau peut être poursuivi si 80 % des objectifs quantitatifs de mise en œuvre sont atteints au terme de la période écoulée. Il peut être dérogé à cette règle dans des cas dûment fondés.

En cas de demande de reconduction du projet, les éléments suivants doivent accompagner la demande :

- a. La description de l'organisation du projet (voir chapitre 5.3.2.) ;
- b. La description et la justification des objectifs du projet (voir chapitre 5.3.4.) ;
- c. La description et la justification des mesures prévues (voir chapitre 5.3.5.) ;
- d. La description de l'état souhaité à la fin de la nouvelle période (voir chapitre 5.3.7.) ;

- e. Le calendrier de réalisation des différentes étapes du projet (voir chapitre 5.3.8.) ;
- f. La description des synergies envisagées (voir chapitre 5.3.9.) ;
- g. L'estimation des coûts du projet (voir chapitre 5.3.10.) ;
- h. Le plan de financement (voir chapitre 5.3.11.).

Lors d'une reconduction pour une nouvelle période, les exploitants devront à nouveau avoir recours à un conseil individuel ou en groupes et une nouvelle convention sera signée.

8. MESURES EN FAVEUR DES ESPECES

Depuis la mise en place des premiers réseaux écologiques dans le canton du Jura en 2005, de nombreux réseaux ont vu le jour et la quasi-totalité de SAU cantonale est actuellement intégrée dans le périmètre d'un projet de mise en réseau.

Les mesures mises en place dans les différents projets ont été élaborées non seulement en fonction des espèces cibles et caractéristiques présentes mais également en fonction des particularités locales, selon les différents objectifs fixés en fonction des entités paysagères dans lesquelles on se trouve. Les exploitants ont généralement été associés à la démarche afin de tenir compte des aspects pratiques de sorte que les mesures définies puissent être appliquées dans le terrain. La conséquence est qu'une multitude de variantes pour le même type de surface de promotion de la biodiversité ont vu le jour sur l'ensemble du territoire cantonal.

Dès 2013, pour tous les nouveaux réseaux et lors de reconduction des réseaux existants, les conditions minimales d'exploitation pour toutes les prairies extensives, prairies peu intensives, jachères florales, bandes culturales extensives, ourlets sur terres assolées, haies et bosquets doivent répondre aux exigences du plan d'action cantonal en faveur du lièvre. Ces exigences doivent permettre une amélioration générale de la biodiversité en faveur du lièvre mais également de nombreuses autres espèces qui profiteront des différentes mesures mises en place sur toutes les SPB en réseau, notamment les bandes refuges non fauchées ou le renoncement au conditionneur. Des mesures supplémentaires, en faveur d'autres espèces ayant des exigences spécifiques différentes ainsi que différentes variantes notamment en ce qui concerne le maintien de la part non fauchée des prairies ont été maintenues. Le nombre de mesures sur l'ensemble du canton a donc été réduit mais le nombre de variantes reste tout de même élevé et pose certains problèmes d'application dans le terrain mais également pour l'organisation des contrôles.

Un des objectifs de cette présente directive est donc une certaine harmonisation des mesures par type de SPB. Les exigences minimales décrites ci-après ont été définies notamment en tenant compte des exigences du plan d'action cantonal en faveur du lièvre, des besoins de la majorité des espèces-cibles qui ont été choisies dans les différents projets mais également de l'aspect pratique pour leur application dans le terrain.

Pour chaque type de SPB, toutes les conditions d'exploitation minimales devront être appliquées sur chacun des objets mis en réseau. Les indications techniques et les recommandations sont données afin de préciser la mesure et pour informer les exploitants des modalités d'exploitation facultatives qui peuvent être mises en place afin d'optimiser les effets en faveur de certaines espèces.

Des mesures spécifiques pour des espèces particulières pourront tout de même être proposées et discutées avant d'être validées par l'ENV et l'ECR.

Pour les surfaces faisant l'objet d'une convention selon la Loi sur la protection de la nature (LPN), les charges définies dans cette convention doivent être appliquées et deviennent prioritaires en cas d'incompatibilité avec les mesures prévues dans le réseau.

Avec la mise en application de la présente directive, toutes les mesures actuellement en vigueur dans les différents projets devront être adaptées afin de répondre aux exigences décrites ci-après par type de SPB, cela dès que possible mais au plus tard lors de la reconduction des projets. Les nouveaux projets devront obligatoirement tenir compte de cette directive pour l'élaboration des mesures.

8.1.1. *Prairies extensives et peu intensives*

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Faucher de manière centrifuge (du centre vers l'extérieur) pour laisser s'échapper les animaux mobiles. Lorsque cela n'est pas possible (bande trop étroite, trop forte pente), une fauche par lignes est tolérée ;
- b. Maintenir au minimum 10 % de la surface non fauchée à chaque opération ;
- c. Garder un intervalle d'au moins 7 semaines entre la première et la deuxième coupe ;

En cas de flexibilisation de la date de fauche (en faveur de la Rainette p. ex), la 1^{ère} coupe peut avoir lieu avant la date officielle, conformément à l'OPD annexe 4, ch. 1.1.1, mais l'intervalle entre la 1^{ère} et la 2^{ème} coupe doit être d'au moins 8 semaines.

- d. Pas d'utilisation de conditionneur.

Dans le cas où l'agriculteur est équipé uniquement d'une faucheuse avec conditionneur intégré et qu'il n'est techniquement pas possible de le déclencher, il doit être ouvert au maximum lors de la fauche.

Pour les surfaces du niveau de qualité II, l'utilisation d'une faucheuse avec conditionneur intégré qui ne peut pas être désactivé est interdite.

Indications techniques, recommandations :

- a. Les 10% non fauchés sont à déplacer de préférence à chaque coupe ;
- b. La pâture d'automne peut s'exercer sur toute la surface y compris sur les 10% laissés sur pieds lors de la dernière coupe, si l'état du sol le permet. Les bandes refuges doivent rester visibles après la pâture ;
- c. Le fourrage sera de préférence pré-fané au sol durant au minimum 8h afin de laisser s'échapper les petits animaux ;
- d. La vitesse du tracteur sera de préférence réduite pour laisser s'échapper les animaux, surtout en cas de fauche par lignes lorsqu'il n'est pas possible de faucher de manière centrifuge ;
- e. Un système d'effarouchement ou de détection des faons et levrauts est fortement recommandé. Son usage permet de réduire la mortalité.

8.1.2. Surfaces à litière

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Pas d'utilisation de conditionneur.

Dans le cas où l'agriculteur est équipé uniquement d'une faucheuse avec conditionneur intégré et qu'il n'est techniquement pas possible de le déclencher, il doit être ouvert au maximum lors de la fauche.

Pour les surfaces du niveau de qualité II, l'utilisation d'une faucheuse avec conditionneur intégré qui ne peut pas être désactivé est interdite ;

- b. Fauche de maximum 50% de la surface par année.

8.1.3. Prairies riveraines de cours d'eau

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Exiger une largeur de minimum 6 m ;
- b. Maintenir 50% de la surface sur pied lors de la première fauche. Cette 1^{ère} fauche peut être effectuée sans restriction au niveau de la date ;
- c. Maintenir au minimum 10 % de la surface sur pied lors des fauches suivantes ;
- d. Garder un intervalle d'au moins 7 semaines entre chaque coupe ;
- e. Pas d'utilisation de conditionneur.

Dans le cas où l'agriculteur est équipé uniquement d'une faucheuse avec conditionneur intégré et qu'il n'est techniquement pas possible de le déclencher, il doit être ouvert au maximum lors de la fauche ;

- f. Lutter contre les néophytes.

Indications techniques, recommandations :

- a. De petites structures non productives donnent droit aux contributions jusqu'à une part de 20% au maximum de la surface totale ;
- b. La partie non fauchée est à déplacer de préférence à chaque coupe ;
- c. Le fourrage sera de préférence pré-fané au sol durant au minimum 8h afin de laisser s'échapper les petits animaux ;
- d. La pâture d'automne peut s'exercer sur toute la surface y compris sur les 10% laissés sur pieds lors de la dernière coupe, si l'état du sol le permet ;
- e. La vitesse du tracteur sera de préférence réduite pour laisser s'échapper les animaux ;

- f. Un système d'effarouchement ou de détection des faons et levrauts est fortement recommandé. Son usage permet de réduire la mortalité ;

8.1.4. Pâturages extensifs

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Maintenir ou installer des éléments de structure : arbres, buissons (espèces indigènes, favoriser les épineux), têtes de roche, tas de bois, tas de pierres, souches ;
- b. Les éléments de structure doivent représenter au minimum 2.5% mais au maximum 20% de la surface du pâturage ;
- c. Maintenir des refus (ne pas les faucher systématiquement sur toute la surface).

Indications techniques, recommandations :

- a. Les structures sont à répartir sur l'ensemble du pâturage.

8.1.5. Pâturages boisés

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Maintenir ou installer des éléments de structure : buissons (espèces indigènes, favoriser les épineux), têtes de roche, tas de bois, tas de pierres, souches ;
- b. Maintenir des refus (ne pas les faucher systématiquement sur toute la surface).

Indications techniques, recommandations :

- a. Les structures sont à répartir sur l'ensemble du pâturage et donnent droit aux contributions sans déduction de la SAU jusqu'à concurrence de 1% de la surface herbagère.

8.1.6. Jachères florales et jachères tournantes

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Les jachères florales sont à rajeunir par fauchage et travail superficiel du sol, sur maximum 50% de leur surface, dès que la densité est trop forte et provoque une trop forte rétention d'humidité du sol. La fauche et le travail du sol s'effectueront entre le 1^{er} octobre et le 15 mars ;
- b. En cas de fauche d'une partie de la surface, pas d'utilisation de conditionneur ;
Dans le cas où l'agriculteur est équipé uniquement d'une faucheuse avec conditionneur intégré et qu'il n'est techniquement pas possible de le déclencher, il doit être ouvert au maximum lors de la fauche ;
- c. Installer les jachères dans les endroits les plus favorables au lièvre, sur terres assolées. Leur mise en place le long des routes est à proscrire.

Indications techniques, recommandations :

- a. Recommander l'installation de surfaces d'au moins 40 ares ;
- b. Recommander une largeur d'au moins 12 m pour les surfaces sous forme de bandes ;
- c. Contrôler et éliminer périodiquement, du printemps à l'automne, les plantes problématiques ;
- d. Afin de garantir un bon ensoleillement, les jachères florales ne devraient pas être installées complètement à l'ombre d'une forêt.

8.1.7. Bandes culturales extensives

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Diminuer de 50 % la densité de semis par rapport à la culture principale ;
- b. Exiger une largeur de minimum 6 m ;
- c. Mise en place proscrite le long de routes.

Indications techniques, recommandations :

- a. Le battage des bandes culturales extensives doit se faire à maturité, en même temps que la culture principale ;

- b. Recommander d'ensemencer préalablement avec des plantes agrestes (Coquelicots, Nielle des blés, Bleuets).

8.1.8. Ourlets sur terres assolées

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Pas d'utilisation de conditionneur.
Dans le cas où l'agriculteur est équipé uniquement d'une faucheuse avec conditionneur intégré et qu'il n'est techniquement pas possible de le déclencher, il doit être ouvert au maximum lors de la fauche ;
- b. Mise en place prioritairement dans les zones déficitaires ;
- c. Mise en place proscrite le long de routes ;
- d. Mise en place proscrite à proximité immédiate des vergers afin d'éviter une prolifération des campagnols pouvant causer des dégâts aux arbres.

Indications techniques, recommandations :

- a. Recommander une largeur de minimum 6 m ;
- b. Faucher de préférence l'ourlet sur toute sa longueur et sur la moitié de sa largeur, ce qui permet aux animaux de se réfugier sur la partie intacte. Ainsi l'ourlet garde son caractère d'élément réseau ;
- c. La période idéale pour la fauche est la 2^{ème} moitié d'août ;
- d. Laisser de préférence sécher le produit de coupe sur place afin de faciliter l'égrainage puis exporter le produit de la coupe ;
- e. Contrôler et éliminer périodiquement, du printemps à l'automne, les plantes problématiques.

8.1.9. Haies, bosquets et berges boisées avec bande herbeuse

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Entretenir les haies, bosquets et berges boisées par une taille sélective, en favorisant les espèces à croissance lente, les espèces à petits fruits et les épineux pour former une strate buissonnante dense ;
- b. Maintenir le 50 % des bandes herbeuses non fauchées ou non pâturées à chaque opération ;
- c. Garder un intervalle d'au moins 6 semaines entre l'utilisation de la 1^{ère} moitié et de la 2^{ème} moitié des bandes herbeuses ;
- d. Pas d'utilisation de conditionneur.
Dans le cas où l'agriculteur est équipé uniquement d'une faucheuse avec conditionneur intégré et qu'il n'est techniquement pas possible de le déclencher, il doit être ouvert au maximum lors de la fauche ;
- e. Exiger des bandes herbeuses extensives d'au minimum 5 m de largeur en région de plaine ainsi qu'en région de montagne lorsque celle-ci est insuffisamment structurée.
- f. Installer au minimum 1 structure (tas de branches ou de pierres) au pied de la haie tous les 50 m.

Indications techniques, recommandations :

- a. L'entretien de la partie boisée doit avoir lieu en période de repos de la végétation, entre le 1^{er} août et le 31 mars, en suivant les recommandations de la brochure "Comment planter et entretenir les haies" (Agridea, 2015) ;
- b. Les engins à coupe franche tels que le sécateur ou la cisaille hydraulique sur bras qui permettent un entretien sélectif peuvent être utilisés. L'épareuse est proscrite ;
- c. Les structures seront installées de préférence du côté sud de la haie. Elles pourront être constituées des branchages issus de l'entretien sélectif.

8.1.10. Haies, bosquets et berges boisées en pâturage extensif ou pâturage boisé (Type 16)

Les haies, bosquets et berges boisées situés en pâturages extensifs ou en pâturage boisé jouent un rôle écologique important, même lorsqu'elles ne sont pas annoncées en tant que surface de promotion de la biodiversité et que la bande herbeuse n'est pas soustraite du bétail jusqu'à la date officielle, conformément à l'OPD annexe 4, ch. 1.1.1. Ces éléments servant à la fois de relais et de corridors de déplacements pour la

faune, ils constituent un habitat pour de nombreuses espèces animales et végétales et offrent des ressources importantes de nourriture ainsi que des sites de reproduction et des abris, notamment pour les oiseaux.

Afin de les valoriser dans le cadre de réseaux écologiques, les haies, bosquets et berges boisées qui sont situés en pâturages extensifs ou en pâturage selon l'annexe 4, ch. 3 de l'OPD et qui répondent aux exigences décrites ci-dessous, peuvent être annoncées en tant que "Surface de promotion de la biodiversité spécifique à la région" (Type 16). Ces éléments sont imputables comme surface de promotion de la biodiversité mais ne donnent pas droit à la contribution pour la qualité. Ils peuvent par contre bénéficier de la contribution pour leur mise en réseau.

Conditions :

Les haies, les bosquets champêtres et les berges boisées doivent répondre aux conditions suivantes :

- a. Doivent être annoncés en tant que "Surfaces de promotion de la biodiversité spécifiques à la région" (code 858) en précisant qu'il s'agit de haies, bosquets ou berges boisées en pâturage extensif ou pâturage boisé. Seule la bande boisée doit être prise en compte dans le calcul de la surface ;
- b. Ne doivent pas avoir été classés comme forêt par le canton et ne doivent pas dépasser simultanément les trois valeurs suivantes :
 - Une surface de 800 m² ;
 - Une largeur de 12 m ;
 - Un âge des peuplements de 20 ans.
- c. Doivent être situés à l'intérieur ou en bordure d'une unité de pâturage annoncé et exploité selon les critères des pâturages extensifs ou des pâturages boisés (annexe 4, ch. 3 de l'OPD).

Bande boisée :

Largeur : Au minimum 2 m.

Composition : Buissons et arbres indigènes uniquement ;

En moyenne au moins 3 espèces différentes d'arbres et de buissons par 10 m courants ;

Au moins 20% de la strate arbustive constitués de buissons épineux.

Structures : Installer au minimum 1 tas de branches ou de pierres au pied de la haie tous les 50 m, de préférence du côté sud.

Fumure : Aucune.

Produits
phytosanitaires : Aucun.

Entretien : Taille sélective, en favorisant les espèces à croissance lente, les espèces à petits fruits et les épineux pour former une strate buissonnante dense ;

Conserver une structure étagée ;

Entretien en période de repos de la végétation, entre le 1er août et le 31 mars, en suivant les recommandations de la brochure "Comment planter et entretenir les haies" (Agridea, 2015) ;

Les engins à coupe franche tels que le sécateur ou la cisaille hydraulique sur bras qui permettent un entretien sélectif peuvent être utilisés. L'épareuse est proscrite.

Bordure tampon :

Utilisation : Doit être exploitée et annoncée en tant que pâturage extensif ou pâturage boisé ;

Des 2 côtés³ le long de la bande boisée, d'une largeur minimale de 3 m.

Pacage autorisé jusqu'au pied de la haie mais ne doit pas servir uniquement de reposoir pour le bétail et être dépourvue de végétation herbacée.

Fumure : Aucune (à l'exception de celle provenant du pacage).

Produits
phytosanitaires : Uniquement traitement plante par plante autorisé pour les plantes à problèmes, s'il est impossible de les combattre raisonnablement par des moyens mécaniques.

³ Exceptions : haies, bosquets champêtres et berges boisées en limite de SAU, de routes, de chemins, de murs, de cours d'eau : bordure tampon de 3 m obligatoire d'un seul côté.

8.1.11. Surfaces viticoles présentant une biodiversité naturelle

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Installer au minimum 1 tas de bois ou de pierres tous les 10 rangs de 50 m de longueur.

8.1.12. Arbres fruitiers haute-tige, noyers, châtaigniers

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Le nombre d'arbres doit rester pour le moins constant durant toute la durée d'engagement. Les arbres tombés ou abattus doivent être remplacés jusqu'au 1^{er} mai suivant ;
- b. Présence d'au minimum 1 site de nidification par tranche de 10 arbres: cavité naturelle ayant au moins la taille d'un poing ou nichoir artificiel adapté aux espèces ciblées par le réseau.

Indications techniques, recommandations :

- a. Possibilité de faire une fauche anticipée (au plus tôt le 1^{er} mai) sur une bande de 3 m de large au pied des jeunes arbres (jusqu'à 6 ans) ;
- b. Les nichoirs artificiels doivent être nettoyés durant l'hiver, au plus tard le 31 janvier ;
- c. Les arbres avec une part importante de bois mort ou avec un tronc creux de même que les arbres morts sur pied ayant un diamètre d'au moins 20 cm à hauteur de poitrine et reconnaissables en tant qu'arbres peuvent être maintenus et donnent droit aux contributions.

8.1.13. Arbres isolés

Conditions d'exploitation minimales :

- a. Le nombre d'arbres doit rester pour le moins constant durant toute la durée d'engagement. Les arbres tombés ou abattus doivent être remplacés jusqu'au 1^{er} mai suivant ;
- b. Présence d'au minimum 1 site de nidification par tranche de 10 arbres annoncés: cavité naturelle ayant au moins la taille d'un poing ou nichoir artificiel adapté aux espèces ciblées par le réseau ;
- c. En terre assolée, laisser 20 m² d'herbe au pied de l'arbre, à faucher une fois par année au plus tôt à la date de fauche des prairies extensives.
- d. Sur les surfaces herbagères permanentes, mise en place d'un tas de branches ou de pierres au pied de l'arbre.

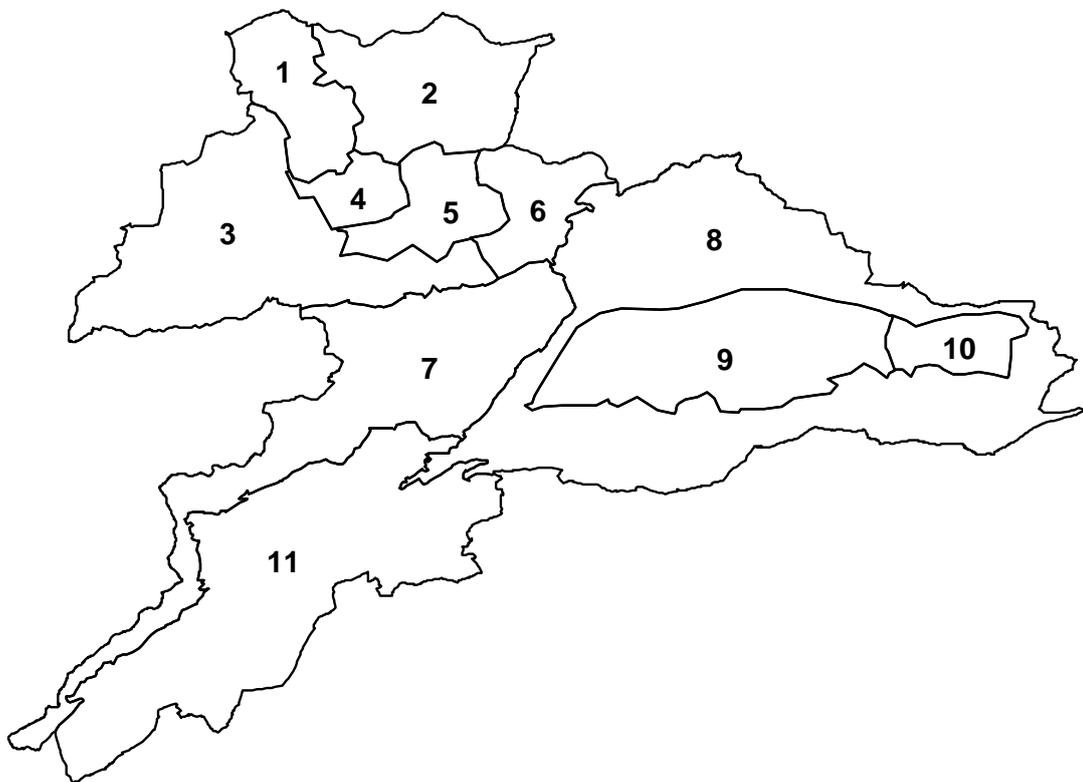
Indications techniques, recommandations :

- a. Les nichoirs artificiels doivent être nettoyés durant l'hiver, au plus tard le 31 janvier ;
- b. Les arbres avec une part importante de bois mort ou avec un tronc creux de même que les arbres morts sur pied ayant un diamètre d'au moins 20 cm à hauteur de poitrine et reconnaissables en tant qu'arbres peuvent être maintenus et donnent droit aux contributions.

9. ANNEXES

ANNEXE 1 : Découpage géographique

1. Basse-Allaine
2. Vendline et Coeuvalte
3. Haute-Ajoie
4. Porrentruy Ville
5. Couronne de Porrentruy
6. Baroche
7. Clos du Doubs et Vallée du Doubs
8. Périphérie de la Vallée de Delémont
9. Vallée de Delémont
10. Val Terbi
11. Franches-Montagnes



ANNEXE 2 : Sites Internet des bases de données officielles et listes rouges

Lien Internet	Organisation	Remarques
www.cscf.ch	Centre suisse de cartographie de la faune (CSCF)	Publications faune ; Banque de données faune
www.infoflora.ch	Centre national de données et d'informations sur la flore de Suisse (Infoflora)	Liste des espèces prioritaires
www.karch.ch	Centre de coordination pour la protection des amphibiens et des reptiles de Suisse (KARCH)	Amphibiens et reptiles de Suisse ; Projets de protection ; Publications
www.vogelwarte.ch	Station ornithologique suisse de Sempach	
www.bafu.admin.ch	Office fédéral de l'environnement (OFEV)	Listes rouges ; Informations ; Publications

ANNEXE 3 : Abréviations

- CEP : Conception d'évolution du paysage
ECR : Service de l'économie rurale
ENV : Office de l'environnement
LPN : Loi sur la protection de la nature et du paysage
OFAG : Office fédéral de l'agriculture
OFEV : Office fédéral de l'environnement
OPD : Ordonnance sur les paiements directs
PAL : Plan d'aménagement local
PPL : Porteur de projet local
SAU : Surface agricole utile
SPB : Surface de promotion de la biodiversité